



Le Réseau

Publication de l'OVR-CH

N° 59 - Août 2017

Analyser la société pour répondre aux besoins réels

La société roumaine est en évolution constante, comme tout corps vivant qui s'adapte en permanence, pour trouver un équilibre entre le *vécu* des gens et les contextes en changements incessants.

Lors de la préparation de notre dernière Assemblée générale, certains membres de nos associations nous avaient fait part de leur confrontation à l'un des problèmes les plus aigus rencontrés par leurs partenaires : l'abandon scolaire dans l'enseignement obligatoire. Était-il possible d'aborder ce thème récurrent de l'abandon scolaire en Roumanie, pour en comprendre la complexité, les causes, les manifestations et, le cas échéant, pouvoir collaborer – même partiellement – à sa résorption au niveau local ?

C'est dans ce contexte que nous avons fait appel à M. Ioan Vlasa, fin spécialiste du monde rural, dans lequel il travaille depuis plus de 20 ans dans différents secteurs d'activités. Coordinateur de nombreux projets sociaux, comme la formation des adultes, la reconversion professionnelle, la lutte contre la pauvreté dans les zones rurales, il était bien placé pour nous expliquer la complexité et l'enchaînement des causes de l'abandon scolaire. Son expérience de terrain lui a permis d'être très concret dans l'analyse des cas réels qu'il nous a présentés, et des essais de solutions apportées par différentes associations de la société civile pour en atténuer les effets négatifs.

Sommaire

- Edito

Analyser la société pour répondre aux besoins réels

- L'abandon scolaire

Un des problèmes les plus aigus de l'enseignement roumain

- Brăduleț

Le village partenaire d'Onex

- Projet « Pompiers »

. En mai en Valachie : Brăduleț (AG)

. En juin en Transylvanie: Gherla (CJ) et Băile Tușnad (HR)

- Nouvelles de Roumanie

Textes : Mmes & MM. Denise MOISSOGLU, Alain NICOLA, Pascal PRAZ, Vera ROSSEL, Ioan VLASA

Photos : André KÖNIG, Pascal PRAZ, Vera & Hubert ROSSEL, Andreea STRASSZER, Association d'Onex, Monitorul Social, Ziarul Financiar

Rédaction et mise en page : Hubert ROSSEL

Toute la première partie de ce numéro est consacrée à l'analyse fine de ce problème, qui fournit autant de pistes de réflexion, avant un engagement éventuel de nos associations.

La même démarche a été menée au sein du Comité OVR-CH dans la gestion des différentes « commissions » soutenues par l'ensemble de la coordination suisse : les *pompiers* et la *santé*. La seconde partie de cette livraison veut montrer comment et pourquoi le projet « Pompiers » est arrivé à un tournant important.

Jusqu'ici, nous avons toujours voulu « épauler » nos associations qui nous en faisaient la demande, en leur facilitant les démarches et/ou l'acquisition de matériel, pour répondre aux besoins de leurs partenaires. (Nous ne revenons pas ici sur le changement de la législation roumaine qui a conduit à cette démarche.) Le « Fonds pour les partenariats » de la *Contribution suisse à l'élargissement* nous a permis d'accélérer le mouvement, entre 2013 et 2016, puis nous avons repris notre rythme pour le développement de centres régionaux SVSU (Service volontaire pour les situations d'urgence), là où les conditions étaient remplies. Mais nous sommes arrivés à la fin d'une étape, car tous les partenaires de nos membres sont équipés.

Nous avons donc développé un nouveau concept de « partenariat de collaboration » entre une localité roumaine non membre d'OVR-Roumanie et le Comité de pilotage de la commission « Pompiers » d'OVR-CH, pour l'acquisition de camions équipés, sous certaines conditions précises. La première localité qui a pu en bénéficier est le centre thermal de Băile Tușnad/Tusnádfürdő dans le *județ* de Harghita, en juin dernier.

Un concours de circonstances a fait que le second « partenariat de collaboration » a été passé avec la ville de Orhei, en République moldave, en juin dernier également. C'est la première fois qu'un camion de pompiers provenant d'une association étrangère entre dans ce pays, créant une situation particulière pour eux et pour nous. Nous rapporterons cette expérience dans le *Réseau* de décembre, après avoir présenté les caractéristiques essentielles de la République de Moldova.

Les sociétés évoluent ; les besoins évoluent. Les réponses à apporter doivent donc s'adapter aux nouvelles réalités, pour coller à la réalité du terrain.

Hubert ROSSEL

L'abandon scolaire

Un des problèmes les plus aigus de l'enseignement roumain

Faisant suite à l'article publié dans le précédent numéro « Une chance pour un futur meilleur », relatant les actions menées par l'association de Plan-les-Ouates (GE) et son partenaire Sângeorgiu de Pădure, nous publions ici la présentation faite lors de notre Assemblée générale à Monthey, par Ioan Vlăsa, en avril dernier.

Après des données statistiques et une analyse des multiples causes possibles de l'abandon scolaire, l'auteur nous dresse une revue d'interventions, avant de développer plus particulièrement le projet qu'il mène pour le compte de l'EPER, en partenariat avec la Fondation FAER à Reghin (Mureș) et la Fondation chrétienne Diakonia de Cluj-Napoca.

Alain NICOLA

Le phénomène de l'abandon scolaire est l'un des premiers sujets dans l'agenda de politique éducationnelle de Roumanie et de l'Union européenne. Considéré comme problème social grave au sein des pays sous-développés et en cours de développement, l'abandon scolaire a pris de l'ampleur en Roumanie durant les dernières années, surtout en milieu rural.

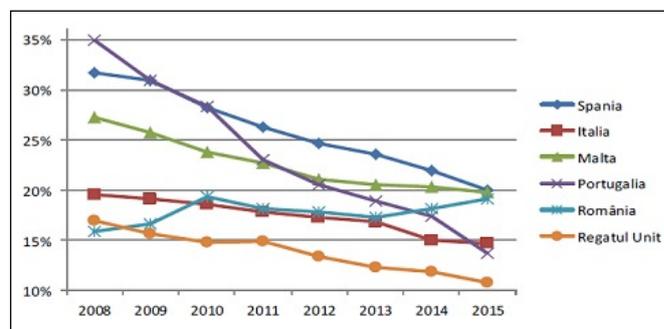
Le taux d'abandon scolaire est défini par le MECTS [Ministère de l'Education, de la Recherche, de la Jeunesse et du Sport] comme "représentant la différence entre le nombre d'élèves inscrits en début d'année scolaire et celui enregistré à la fin de la même année scolaire". Cela permet d'évaluer l'efficacité interne du système d'éducation.

Au fil des années, le taux d'abandon scolaire en Roumanie a montré certaines fluctuations : en 2004, il se situait à 22,9 %, puis, en 2008, il a baissé à 15,9 %, pour augmenter par la suite à 16,6 %, en 2009, et 18,1 %, en 2014. En 2016, il est même monté à 19,1 % !

Si on prend l'année 2009 comme base de comparaison, parmi les 27 pays membres de l'Union européenne, la Roumanie se

classait en sixième place des pays présentant le plus fort taux d'abandon scolaire (16,6 %), deux positions avant la Bulgarie (14,7 %), mais de loin derrière Malte, le Portugal et l'Espagne, pays qui enregistraient un taux d'abandon scolaire de plus de 30 % !

Comme le montre le tableau ci-dessous, les taux d'abandon scolaire dans ces trois pays ont sensiblement diminué, alors que celui de la Roumanie allait à nouveau progresser ces dernières années. Constat préoccupant !



Ziarul Financiar

Taux d'abandon scolaire en Roumanie

Grâce aux politiques cohérentes combattant le phénomène, certains pays ont réussi la performance de diminuer le taux d'abandon scolaire, alors qu'en Roumanie la tendance s'est inversée : l'augmentation, attribuée à des facteurs politiques, administratifs ou économiques, sera discutée dans le présent document.

Le taux d'abandon scolaire précoce en Roumanie est différent d'une région à l'autre. Si, dans les régions du Nord-Est et du Sud-Est, le taux d'abandon scolaire est de 25,3 % et 24,9 %, c'est surtout en raison du niveau élevé de pauvreté. Dans le centre du pays, le taux d'abandon scolaire de 24,2 % est en

Tara	Rata abandonului școlar (%) 2014	Rata abandonului școlar (%) 2013	Tara	Rata abandonului școlar (%) 2014	Rata abandonului școlar (%) 2013	Tara	Rata abandonului școlar (%) 2014	Rata abandonului școlar (%) 2013	Tara	Rata abandonului școlar (%) 2014	Rata abandonului școlar (%) 2013
Croatia	2,7	4,5	Suedia	6,7	7,1	Olanda	8,6	9,2	M. Britanie	11,8	12,3
Slovenia	4,4	3,9	Cipru	6,8	9,1	Grecia	9,0	10,1	Bulgaria	12,9	12,5
Polonia	5,4	5,6	Irlanda	6,9	8,4	Finlanda	9,5	9,3	Italia	15,0	16,8
Cehia	5,5	5,4	Austria	7,0	7,5	Germania	9,5	9,8	Portugalia	17,4	18,9
Lituania	5,9	6,3	Danemarca	7,7	8,0	Belgia	9,8	11,0	România	18,1	17,3
Luxemburg	6,1	6,1	Letonia	8,5	9,8	Estonia	11,4	9,7	Malta	20,4	20,5
Slovacia	6,7	6,4	Franta	8,5	9,7	Ungaria	11,4	11,9	Spania	21,9	23,6

SURSA: Eurostat

Ziarul Financiar

Place de la Roumanie dans l'Union européenne du point de vue du taux d'abandon scolaire

Traduction du tableau : Seuls les Maltais et les Espagnols nous dépassent en matière d'abandon scolaire

Top des pays de l'UE selon le taux d'abandon scolaire

Emploi dans la pauvreté et abandon scolaire

Traduction du document ci-contre :

ROUMANIE

Taux d'abandon précoce de l'école ou de la formation professionnelle : 19,1%
 Environ un cinquième des jeunes abandonnent précocement leurs études ou leur formation professionnelle. Ceux-ci peuvent continuer à faire partie de la population active, mais ils auront de fortes chances d'être également rémunérés sous le seuil de pauvreté dans les années à venir.

ROUMANIE

Proportion des personnes qui travaillent et vivent à la limite de la pauvreté (classe d'âges : 18-64 ans) : 19,5 %
 [NDT : 1.- voir la carte de la Roumanie pour le détail par région et le graphique de gauche pour une comparaison avec certains pays de l'UE ; 2.- la carte de l'UE montre les taux à titre comparatif]

relation avec la faible scolarisation de la population de l'ethnie rom.

Les causes de l'abandon scolaire

Dans la vision des experts, l'abandon scolaire est un processus aux "multiples racines"(1). Pour vraiment comprendre les causes de ce phénomène et les tendances à se manifester, il faut avoir une approche interdisciplinaire, autant théorique qu'empirique.

Dans un document élaboré par le "Youth Forum Jeunesse"(2), on dresse l'inventaire de quatre facteurs compréhensifs qui favorisent l'apparition d'une situation d'abandon scolaire :

1. Les caractéristiques individuelles. Les caractéristiques démographiques (sexe, ethnie) jouent un rôle

(1) HUNT, F., "Dropping out from school: A cross-country review of literature", in: *Create Pathways to Access*, No 16, Consortium for Research on Educational Access, Transitions and Equity, University of Sussex, 2008, 20-22.

(2) *Draft Policy Paper on Early Education Leaving*, Rotterdam, 2008 (http://youthforum.org/en/system/files/yfj_public/strategic_priorities/en/0052-08_ANNEXES_Early_Education_Leaving.pdf, consulté le 5 novembre 2011).



Emploi dans la pauvreté et abandon scolaire

important : les hommes et les minorités ethniques manifestent une prédisposition élevée pour quitter précocement l'école. Par ailleurs, les résultats de l'étude Pisa 2003 suggèrent que ceux qui ont des compétences cognitives plus faibles (par exemple ceux qui redoublent) sont plus prédisposés à l'abandon scolaire, à cause de leur plus faible motivation. Un autre facteur complémentaire est représenté par la participation aux cours qui mène à l'identification : les élèves qui ont un bas niveau d'auto-identification avec l'école commencent à ne plus aimer l'école et finissent par la quitter.

2. Les caractéristiques familiales. Les études montrent que les enfants qui proviennent de familles ayant un faible niveau d'éducation ou qui ont un statut socio-économique limité sont beaucoup plus prédisposés à quitter précocement l'école. Ainsi, le capital humain de la provenance familiale compte beaucoup. De la même manière, le capital social de la famille a une grande influence : les enfants qui proviennent de familles monoparentales ou qui n'ont pas de très bonnes relations ou de communications avec leurs parents sont plus exposés au risque d'abandon scolaire.

3. Les caractéristiques de l'école. C'est le seul point où l'on peut intervenir directement au niveau gouvernemental. Il est beaucoup moins probable que les élèves des écoles homogènes (y compris du point de vue ethnique) quittent l'école – ils reçoivent la même éducation et, ainsi, ils se sentent "semblables", la distance sociale entre eux étant réduite. Encore faudrait-il tenir compte du contexte politique :

- Durant les derniers 25 ans, la Loi sur l'Éducation a été modifiée plus de 60 fois et les ministres en charge de l'Éducation nationale ont changé 23 fois ;

- Pavel Năstase, l'actuel ministre en charge de l'enseignement, a proposé 152 modifications parmi les 365 articles de cette loi ! La nouvelle loi devrait entrer en vigueur en 2018.

« La pauvreté, c'est la principale cause directe et indirecte du phénomène d'abandon scolaire... »

4. Les caractéristiques de la société. Toutes les fois que l'on a enregistré une croissance économique et un manque de *force de travail*, le taux d'abandon scolaire a augmenté. La même chose est intervenue lorsque l'on a constaté de grandes opportunités d'emploi pour la force de travail non qualifiée.

Bonnes pratiques pour la prévention de l'abandon scolaire

Les bonnes pratiques concernant la prévention de l'abandon scolaire sont multiples. Elles sont malheureusement mal coordonnées et donnent lieu à des résultats différents d'une localité à l'autre, d'une école à l'autre, le facteur humain jouant un rôle essentiel dans la résolution des problèmes sur le plan local.

Ainsi, on distingue de nombreuses activités menées sur le plan national dans l'école roumaine :

- Activités d'orientation scolaire ;
- Orientation des élèves et des parents afin d'accéder aux fonds et aux allocations légales (bourses, allocations, fournitures, subvention pour un ordinateur) ;
- Information et orientation des parents à l'égard des besoins des enfants ;
- Augmentation du degré de prise de conscience des bénéfices apportés par une éducation adéquate.

En outre, une série de projets a été élaborée et mise en œuvre dans la période 2007-2014, co-financée par le *Fonds Social Européen* et réalisée par le *Programme Opérationnel Sectoriel dans le domaine du Développement des Ressources Humaines (POSDRU)*⁽³⁾.

Plus de 250 projets ont été mis en œuvre par des ONG, des institutions d'enseignement ou divers partenariats. On observe aussi dans ce cas un manque total de coordination, d'où des effets difficiles à quantifier. La durabilité de ce type de projets est remise en question, parce qu'à la fin du financement par des fonds européens, sa poursuite par des ressources locales n'est pas assurée.

⁽³⁾ POSDRU, Programme opérationnel sectoriel dans le domaine du développement des ressources humaines. Pour plus d'informations : <http://gov.ro/fr/nouvelles/les-organismes-intermediaires-pour-les-programmes-du-domaine-des-ressources-humaines-sont-transferees-dans-le-cadre-du-ministere-des-fonds-europeens&page=264>,

Éléments de programmes et politiques publiques nationales concernant la prévention et la réduction de l'abandon scolaire

Voici quelques exemples de projets réalisés ou en cours d'être mis en œuvre :

"Moi aussi je veux finir l'école !"

C'est un projet initié par la *Fondation Roumaine pour les Enfants, la Communauté et la Famille*, réalisé entre 2010 et 2012, en collaboration avec les inspectats scolaires départementaux de Cluj, Bihor, Satu Mare, Alba et la faculté de Sociologie et d'Assistance Sociale au sein de l'Université Babeş-Bolyai. Au cœur du projet, environ 400 enfants appartenant à des groupes vulnérables ont été soutenus (POSDRU), afin de ne pas abandonner l'école.

L'objectif du projet : faciliter l'accès à l'éducation et augmenter le niveau d'éducation des élèves qui proviennent des milieux défavorisés et qui présentent un risque d'abandon scolaire ou un risque d'échec scolaire, en vue de leur future inclusion sur le marché du travail.

"L'école est ma chance !"

L'Université d'Oradea, en partenariat avec l'Inspectat scolaire départemental de Bihor, a réalisé ce programme entre juillet 2010 et juin 2012. L'objectif principal était la prévention et la diminution de l'abandon scolaire.

"Le partenariat multirégional pour la prévention de l'abandon précoce de l'école"

La *Fondation Développement des Peuples (FDP)* s'est proposé de prévenir l'abandon précoce à l'école dans quatre régions de Roumanie (Bucarest-Ilfov, Nord-Ouest, Sud-Munte- nie, Sud-Est) et particulièrement dans les villes de Bucarest, du département de Dâmbovița, de Cluj et de Galați, durant la période 2010-2013.

Le programme s'adressait aux enfants de groupes défavorisés, mais aussi à leurs parents. Dans ce cadre, les enfants ont bénéficié de services d'orientation et conseil, mais aussi de bourses d'étude.

Le projet était co-financé par le *Fonds Social Européen*, dans le cadre du POSDRU 2007-2013, et il a été mis en œuvre par la FDP en partenariat avec ses filiales de Cluj et Dâmbovița, la

Direction Générale de l'Assistance Sociale et de la Protection de l'Enfant (DGASPC, 3e arrondissement), les Inspectorats scolaires départementaux, la *Fondation Cœur d'enfants*, les *CDO Opere Sociali* (Italie) et l'Organisation *Sotas* (Lituanie).

Valorisation de l'Innovation dans le Support Sectoriel (VISE) – Centres d'Éducation et de Production Média pour la Prévention de l'Abandon Scolaire

Ce projet transnational a été lancé en janvier 2011, au Collège National "Mihai Eminescu" de Constanța, mené par l'Inspectorat scolaire départemental de Constanța, avec des partenaires d'Italie et du Danemark.

L'objectif principal : promouvoir et constituer des programmes éducationnels innovateurs pour augmenter l'intérêt pour l'école et pour maintenir dans le système de l'éducation les jeunes en situation précaire.

En tout, 660 élèves ont été assistés par des actions prévenant l'abandon scolaire.

"Choisis l'école !"

Le Patriarcat de Roumanie, en partenariat avec la *Fondation World Vision Roumanie*, a mis sur pied ce programme éducationnel durant les années 2009-2012, financé par des fonds européens et mené dans trois régions de développement : Bucarest et Ilfov, Nord-Est (les départements de Bacău, Botoșani, Iași, Neamț, Suceava et Vaslui) et Sud (les départements d'Argeș, Călărași, Dâmbovița, Giurgiu, Ialomița, Prahova et Teleorman).

L'objectif général du projet : prévenir et combattre le phénomène d'abandon précoce de l'école et la délinquance juvénile. 2000 formateurs ont été instruits qui, à leur tour, ont formé dans leurs paroisses 1800 enfants.

"Ensemble nous réussissons !"

Ce projet, financé par le *Fonds Social Européen*, dans le cadre du POSDRU, a permis à 1600 élèves des départements de Iași et de Cluj de bénéficier de bourses d'un montant de 150 lei, tout comme d'un repas de midi, afin de ne plus abandonner l'école.

"Apprenons ensemble !"

La *Fondation Professeur Coman* a lancé ce projet, co-financé par le *Fonds Social Européen* et le programme POSDRU 2007-2013, mis en œuvre en partenariat avec le ministère de l'Éducation, de la Recherche, de la Jeunesse et du Sport, avec la *Fondation Sf. Dimitrie* et avec l'Association *Institut pour des Politiques Sociales*, durant les années 2010-2013.

Les objectifs du projet : prévenir l'abandon scolaire et maintenir en formation quelque 200 élèves, surtout des élèves d'ethnie rom des villes de Slatina, Azuga et de Bucarest.

"Éducation pour tous, l'éducation, c'est ta chance !"

Le projet a été réalisé par l'Inspectorat scolaire départemental d'Alba, en partenariat avec l'Université "1 Decembrie 1918" – faculté de Droit et de Sciences Sociales, l'ONG *ASMEA*, l'Inspectorat scolaire départemental de Hunedoara, l'Inspectorat scolaire départemental de Gorj et l'Association *Pakiv Roumanie*.

L'objectif du projet : maintenir les élèves scolarisés et accroître leur nombre en les réintégrant dans l'éducation, grâce à l'élaboration et à l'application de méthodes et instruments spécifiques dans les établissements scolaires qui sont confrontés au phénomène d'abandon précoce de l'école.

Le groupe cible était formé de 1215 élèves (405 par département) des classes I-X, se trouvant en situation d'échec scolaire ou risquant l'abandon scolaire, provenant de communautés désavantagées du point de vue socio-économique et avec des possibilités réduites de développement personnel.

Présentation des éléments de politiques publiques nationales concernant la prévention et la réduction de l'abandon scolaire durant les années 2000-2011

Avec l'apparition et la croissance du phénomène, les autorités nationales ont fait des démarches politiques pour prévenir et cesser l'abandon précoce de l'école. Les programmes, destinés à soutenir les élèves (ceux risquant d'arrêter l'école ou présentant une situation matérielle précaire menaçant leur suivi scolaire jusqu'à la fin des études ou l'obtention d'une qualification), ont assuré le strict nécessaire pour participer à la vie scolaire. Ce paquet de mesures a concerné les élèves de l'enseignement préscolaire jusqu'au primaire. Les voici :

- *Programme "croissant et lait"*, introduit sur Décision gouvernementale en 2002 (4).

- *Programme "Argent de lycée"*, régi par une Décision du Gouvernement en 2004, approuvant les critères et le ratio financier octroyé aux élèves du lycée (5).

- *Programme "Acquisition d'ordinateurs pour les élèves"*, défini par une Loi de 2004, complétée par une Ordonnance d'urgence en 2005 (6).

(4) Décision du Gouvernement n° 932/2002 pour l'approbation du Règlement d'application de l'Ordonnance d'urgence n° 96/2002 sur l'octroi aux élèves des classes I-IV de l'enseignement d'Etat ; abrogée par Décision du Gouvernement n° 714/2008 (mise à jour de la limite de la valeur quotidienne pour les produits lactés et de panification octroyés aux élèves des classes I-VIII de l'enseignement d'Etat et pour les enfants d'âge préscolaire des écoles maternelles d'Etat ayant un programme normal de 4 heures).

(5) Décision du Gouvernement n° 1488/2004 pour l'approbation des critères et du quantum du soutien financier octroyé aux élèves du lycée dans le cadre du Programme national de protection sociale "Argents de lycée" (M.O. n° 860 /21 sept 2004).

(6) Loi n° 269/2004 sur l'octroi d'une aide financière afin de soutenir l'acquisition d'ordinateurs ; Ordonnance d'urgence n° 28/2005 pour la modification et les compléments de la Loi n° 269/2004.



Andreea Strasszer

D'autres projets sont venus rejoindre ces programmes, comme les bourses accordées pour résultats remarquables pendant une année d'étude, l'argent de lycée ou des aides financières offertes pour l'acquisition d'ordinateurs personnels aux élèves ayant un revenu modeste. En outre, dans les écoles du milieu rural, des moyens de transport ont été mis à la disposition des élèves pour que la distance entre l'école et leurs habitations ne soit plus un obstacle. Un autre soutien pour continuer les études est représenté aussi par l'offre gratuite de manuels et de fournitures scolaires.

Enfin, une série d'organisations non gouvernementales sont actives, avec des actions importantes dans la gestion de la prévention et la réduction de l'abandon scolaire. Elles constituent un plaidoyer visant à mettre en œuvre de bonnes pratiques dans la législation roumaine, mais aussi à élaborer



Andreea Strasszer

concrètement des projets. Les organisations suivantes ont montré leurs compétences et restent de bons partenaires pour la mise en œuvre de projets contre l'abandon scolaire : Fondation Princesse Margarita de Roumanie; Association Ovidiu, Fondation Diakonia, Association Filantropia et Caritas.

Projet "Inclusion sociale et amélioration des conditions de vie des Roms et d'autres groupes vulnérables"

Le projet est mis en œuvre durant la période 2013-2018 par un regroupement d'ONG : l'EPER-HEKS en Suisse (requérant), la Fondation FAER à Reghin (Mureș) et la Fondation chrétienne Diakonia de Cluj-Napoca, en collaboration avec l'Association Filantropia orthodoxe d'Alba, la Fondation chrétienne Diakonia à Covasna et l'Association Caritas-Assistance sociale du département de Mureș.

Le projet est co-financé par des fonds de cohésion dans le cadre de la Contribution suisse à l'élargissement (7), avec un budget de plus de 7 millions CHF sur une période de 5 ans.

Cadre du projet

L'objectif général du projet est d'améliorer les conditions de vie et l'inclusion sociale de communautés roms et d'autres minorités vulnérables, dans les départements de Mureș, Cluj, Bihor, Alba, Covasna, Sălaj et Harghita.

Pour atteindre ces objectifs, le projet s'appuie sur une combinaison d'interventions dans les domaines suivants :

- Education ;
- Santé et assistance sociale ;
- Qualification, emploi et amélioration des revenus ;
- Amélioration des conditions de vie.

Objectif du projet

Amélioration des conditions de vie et de l'inclusion sociale des Roms et d'autres groupes vulnérables (dans les régions concernées par le projet).

(7) Depuis 2007, la Suisse participe à des projets visant à réduire les disparités économiques et sociales dans l'Union européenne (UE) élargie. <https://www.eda.admin.ch/dea/fr/home/verhandlungen-offene-themen/offene-themen/erweiterungsbeitrag.html>.



Ioan Vlasiu

Les différents județ touchés par le projet social

Partenaires et bénéficiaires :

- plus de 80 localités partenaires
- environ 4 000 bénéficiaires directs
- environ 6 000 bénéficiaires indirects

Autres partenaires nationaux impliqués :

- le ministère de l'Éducation, par l'intermédiaire des Inspectoriats scolaires des départements de MS, CJ, BH, AB, CV, SJ et HR ;
- écoles et centres de jour des régions concernées, et associations de parents ;
- les conseils locaux et départementaux, ainsi que les représentants des localités partenaires ;
- les communautés roms et leurs représentants, des médiateurs scolaires et des médiateurs sanitaires de l'ethnie rom ;
- la Maison du Corps des enseignants ;
- l'Agence d'Occupation de la force de travail et divers fournisseurs de qualification accrédités ;
- des médecins de famille des localités sélectionnées ;
- des ONG qui mettent en œuvre des projets similaires – pour la coordination du réseau ;
- des fonds partenaires nationaux et internationaux.



Andreea Strasszer

Le programme « Ecole après l'école »



Ioan Vlasiu

Partenaires locaux impliqués dans le programme

Le cas du domaine de l'éducation

L'objectif principal de ce domaine consiste en une meilleure intégration des enfants roms dans le système d'éducation. Pour l'accomplir, les approches mettent l'accent sur le soutien au développement continu et à la promotion du soutien éducationnel supplémentaire, au travers de programmes comme : École après l'école, Ecole maternelle estivale, Activités interculturelles éducationnelles, préparation pour les examens, promotion de la coopération entre les écoles et les parents.

Le modèle du programme "École après l'école" est reproduit dans 7 départements (Mureș, Cluj, Bihor, Alba, Covasna, Sălaj et Harghita). En ce qui concerne les chiffres, le nombre de groupes planifiés initialement (15-20 groupes/an) a été étendu à plus de 95, touchant plus de 2350 bénéficiaires.

En plus du nombre accru d'écoles participantes, un accent est mis sur l'inclusion de ce programme au niveau du système éducationnel, sur l'encouragement de l'implication et du financement local. Ces interventions sont réalisées par la construction d'alliances avec les institutions d'Etat pertinentes (inspectoriats scolaires, ministère de l'Education, administrations locales) et les parties concernées de la société civile, par la



Andreea Strasszer

Des activités interculturelles éducationnelles



Andreea Strasszer

Le modèle développé dans les écoles apporte un soutien scolaire aux enfants après les cours

promotion de l'échange d'expérience, mais aussi par des financements supplémentaires (fonds UE).

En outre, par rapport au programme de soutien "Ecole après l'école", le projet offre aussi un **"Soutien pour la promotion aux examens"** en faveur des élèves des 7e et 8e classes. Les bénéficiaires des écoles partenaires sont aidés par des professeurs spécialisés, intervenant en groupe, pour qu'ils soient promus au test national à la fin de l'école secondaire.

En parallèle, les médiateurs scolaires, les éducateurs, les instituteurs, les professeurs et d'autres membres du collectif éducationnel bénéficient de **cours de spécialité** et formation aux méthodes d'enseignement interculturel, orientées vers l'inclusion. Les cours sont réalisés en partenariat avec divers intervenants ou en collaboration avec la Maison du Corps des enseignants.

De plus, grâce aux **activités interculturelles** communes avec les écoles, tous les enfants et les professeurs des écoles participantes bénéficient d'activités éducationnelles inclusives (minimum 5000 élèves/année scolaire).

Dans le but de continuer à développer des instruments pour **assurer et contrôler la qualité des programmes éducationnels** de soutien et des programmes de formation du personnel, le projet inclut une collaboration avec le Centre pour des Projets Internationaux en Éducation de l'Université de Zürich. Cet institut est compétent dans la formation des cadres didactiques et le développement d'instruments utiles pour améliorer la qualité du soutien éducationnel.

Deux modèles réalisés dans ce projet

> Modèle 1 : développé dans des écoles

Conclu par un accord entre le Conseil local, la Fondation FAER et les écoles, avec les responsabilités suivantes :

- de la part des Mairies et des Conseils locaux :
 - de contracter les services de *catering* ;

- d'effectuer les acquisitions de matériels didactiques nécessaires au bon déroulement du programme éducationnel.

- de la part de l'école :
 - de mettre en œuvre le programme ;
 - d'assurer l'espace nécessaire pour développer les activités ;
 - de désigner les cadres didactiques responsables de ce projet.

Le **dispositif financier** du projet est constitué sur la base des rapports et virements mensuels. Les écoles et les mairies partenaires ont l'obligation de transmettre tous les décomptes financiers et les documents afférents à ceux-ci, mais aussi les rapports d'activité des cadres didactiques, les listes de présence des élèves aux programmes et tout autre document pertinent. L'établissement de coordination du projet effectue un versement mensuel, conformément au contrat et aux rapports documentés fournis par les partenaires.

En ce qui concerne les **ressources humaines**, les représentants du département financier de l'Inspectorat scolaire départemental ont la responsabilité des postes dans les écoles et du paiement de cadres didactiques à l'heure. Le système de salaires déjà en place a été jugé comme la méthode la plus convenable pour toutes les parties impliquées.

> Modèle 2 : développé dans des centres de jour

Dans ce cadre, le processus de sélection et d'organisation a été semblable au modèle "Ecole après l'école" mis en œuvre par des ONG locales. C'est donc l'ONG qui organise et met en œuvre le projet, en opérant la sélection des bénéficiaires, en mobilisant les ressources humaines nécessaires et en organisant les mécanismes financiers. Elle rapporte ses bilans de manière centralisée vers l'établissement de coordination.

Parce que l'implication des parents dans l'éducation des enfants est cruciale pour obtenir des résultats et pour consolider l'efficacité des services fournis, le programme inclut aussi des activités pour les parents : des séances, séminaires thémati-



Andreea Strasszer

Le modèle développé dans les centres de jours ne s'adresse pas seulement aux enfants, mais aussi aux parents



Andreea Strasszer

ques et ou visites à domicile, dont les buts sont de développer une relation de bonne communication avec les parents et de les soutenir dans le suivi et l'éducation des enfants. Afin d'éviter que l'assistance offerte aux parents ne devienne une relation de dépendance, ceux-ci sont encouragés à participer au fonctionnement du programme par des heures de volontariat. A tour de rôle, ils peuvent surveiller les enfants ou nettoyer des espaces, ou encore organiser des événements pour les enfants.

De plus, pour renforcer les chances d'intégration des enfants dans la communauté scolaire, des activités en commun sont organisées annuellement avec des enfants d'autres écoles que celles concernées par le projet, offrant l'opportunité d'interagir avec des groupes qui ne sont pas considérés comme vulnérables et dans d'autres contextes que l'école.

Le but principal du programme "Ecole après l'école" est de favoriser l'inclusion sociale des Roms et des groupes à risque en renforçant la performance scolaire, en promouvant l'intégration et la socialisation, et, par là, la diminution du phénomène d'abandon scolaire ou d'absentéisme injustifié.

Ioan VLASA
 Directeur de la Fondation FAER
 Réécriture: Alain NICOLA

Des informations plus précises sur M. Ioan Vlasa et sur la Fondation FAER ont été présentées dans le Réseau précédent : N° 58, p. 3.

Mme Andreea Strasszer, qui a pris l'ensemble des photos, est coordinatrice adjointe au projet.

Pour ceux qui désirent aller plus avant dans le sujet présenté – et qui comprennent le roumain –, suivent les références de quelques textes fondamentaux, autres que celles déjà citées dans l'article, à la base de la présente recherche :

1. PREVENIREA ȘI CORECTAREA PĂRĂSIRII TIMPURIILOR A ȘCOLII, POSDRU/91/2.2/S/60294, București, 2011.
 Studiu-diagnostic privind situația abandonului școlar și părăsirea timpurie a școlii în mediul rural. Raport de cercetare:
<http://www.fundatia.ro/sites/default/files/Parte%20de%20Carte-Raport%20de%20Cercetare.pdf>
2. Monitor Social: <https://monitorsocial.ro/>
3. Ziarul Gandul
<http://www.gandul.info/stiri/fiecare-ministru-cu-legea-lui-cate-schimbari-a-suferit-sistemul-de-invatamant-in-ultimii-25-de-ani-13731545>
4. HotNews
 Pavel Năstase: Din cele 365 de articole ale actualei legi a educației, au fost modificate 152. Noua lege, în 2018. HotNews.ro, R.M., Miercuri, 15 martie 2017. http://www.hotnews.ro/articole_autor/R.M.
5. Monitorul European al Educației
<https://www.google.ro/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&ved=0ahUKEwiew9W64a3UAhVqOpoKHatHB84QFggnMAA&url=http%3A%2F%2Fcurseguvernare.ro%2Fmonitorul-european-al-educatiei-2016-parasirea-scolii-creste-spre-dublul-tintei-fixate-de-romania-pentru-2020.html&usq=AFQjCNGGzxoTB3c4GTIA-zvhabczFOPA&cad=rja>

Brăduleț

Le village partenaire d'Onex

Situation

La Ville d'Onex (GE) parraine le village de Brăduleț, dans le département d'Argeș, sis à 170 km au nord-ouest de Bucarest. Situé au pied des Carpates, la région rappelle le Jura. Cette commune comprend trois villages (Brăduleț, Galeș, et Bradet), ainsi que plusieurs hameaux. Ces trois villages sont à caractère agricole principalement. De petites maisons entourées de jardins et de champs forment le paysage. La rivière Vâlsan serpente dans ces villages. Depuis quelques années, des résidences secondaires de personnes aisées de Bucarest ou de Pitești se construisent. L'air pur de ces villages ainsi que les paysages charmants incitent à s'y arrêter.

Atouts

Une des trois églises de la commune est classée au patrimoine mondial de l'UNESCO. Un petit musée sur la vie rurale et l'artisanat local mérite une visite. Par ailleurs, sur la hauteur, un charmant monastère domine les villages.

Tout au long des routes et chemins, vous pourrez admirer des « Troiță » (oratoires) symboles de la foi et de la résistance. Il s'agit d'églises miniatures. La légende dit que les paysans, qui n'avaient pas les moyens de construire une église, ont ressenti le besoin de planter une croix le long de la route ou

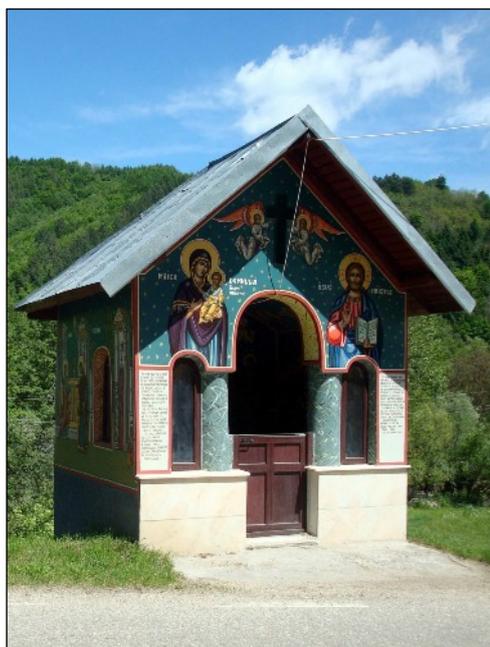
ailleurs, pour que les pèlerins ne se sentent pas seuls lors de leur voyage et qu'ils puissent exprimer leur foi en Dieu. Au fil du temps, ces croix sont devenues ces églises en miniature. Elles représentent la foi inébranlable, le symbole de la résistance et de la force des ancêtres. Dans la commune et les villages environnants, on compte 27 oratoires différents, tous érigés en l'honneur de la Sainte Trinité^(*), de la Vierge Marie ou des saints orthodoxes, tels Constantin et Hélène. En bois ou en pierre, ornés de diverses inscriptions, de sculptures ou d'icônes, ces petits édifices chrétiens sont un échantillon à la fois de spiritualité et d'identité roumaine.

Festival Cașcaval – Le fromage, à base de lait de vaches, produit dans la région, se nomme *cașcaval*. Une fromagerie d'une certaine ampleur, récemment construite avec l'aide de Fonds européens se trouve à Bradet. Installée selon les dernières techniques, elle a dû se référer à des normes d'hygiène très stricte. L'entreprise donne du travail aux habitants locaux. Ses camions recueillent le lait de toute la région. Elle vend ses fromages, yoghourts et autres produits laitiers en Roumanie et à l'étranger.

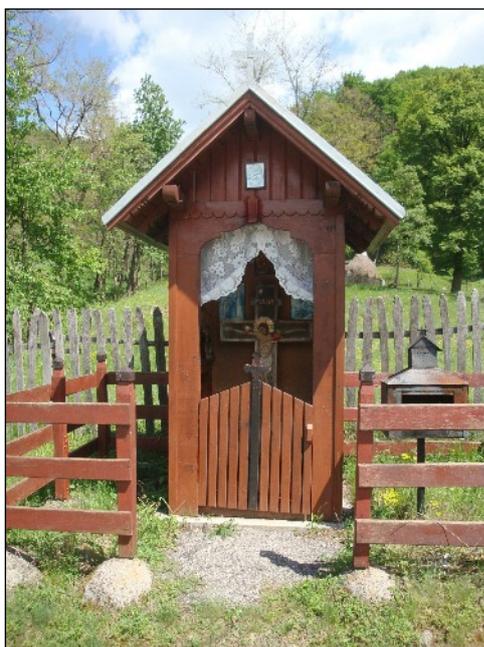
L'Europe, dans le cadre de l'aide à la culture, a financé les trois premiers festivals qui se déroulent sur trois jours à la fin juin. Chaque soir, le festival se déplace dans un autre village. Des groupes de danseurs et musiciens folkloriques de toute la région se produisent. Des stands de produits locaux sont à l'honneur et font découvrir la diversité des spécialités culinaires. La Mairie de Brăduleț a repris le flambeau et organise, seule, le festival depuis deux ans avec un beau succès.

Le cașcaval est également produit de manière artisanale sur l'alpage par les bergers, où il est fumé pour sa conservation.

(*) D'où leur nom, faisant allusion à la dimension trinitaire : *Sfânta Treime* = la Sainte Trinité ; *trei* = trois. On retrouve cette même racine dans *troiță* (au singulier) et *troițe* (au pluriel). [ndlr]



Vera Rossel



Vera Rossel

Petit oratoire en pierre, rappelant le style des églises orthodoxes habituelles

Oratoire en bois, dédié à la Sainte Trinité, le long de la route principale du village



Association d'Onex

Le Festival du cașcaval est aussi l'occasion de danses populaires présentées dans les différents villages de la commune

Etat des lieux et vie économique

A Bradet se trouve un hôpital de rééducation, le seul du *județ*. Un hôtel confortable a vu le jour au bord de la rivière il y a deux ans. Malgré les quelques emplois créés par ces activités, les jeunes quittent le village pour l'étranger, car ils ont une possibilité de gagner € 2 000.-, contre € 200.- dans la région, quand ils trouvent du travail. Mais, 10 % environ reviennent après quelques années.

Le nombre d'habitants s'élève actuellement à 1 800 environ, dont 30 % sont des personnes âgées. Il ne reste plus qu'une école active sur les trois, celle de Galeș.

La principale activité est l'agriculture, essentiellement de subsistance. Il est possible d'obtenir des Fonds européens pour l'agriculture. Seules les personnes de moins de 35 ans peuvent en bénéficier. En 2014, 4 familles ont été choisies sur dossier et ont pu bénéficier de € 50 000.- chacune, répartis sur 3 ans, non remboursables. Les dossiers sont administrativement lourds à préparer (comme nous l'avons vu pour l'OVR). Dès lors, quelques communes se sont regroupées au sein d'un GAL (Groupe d'Action Locale) créé dans le cadre de plusieurs activités économiques. Les communes paient une cotisation et le GAL s'occupe de préparer les dossiers de demande d'aide européenne. Ainsi, le GAL a préparé les dossiers des quatre familles.

La commune a pu bénéficier d'une aide de € 30 000.- pour la Maison de la culture. Cette somme a permis d'acquérir de l'éclairage, du matériel pour la scène et du mobilier.

Historique et actions

Comme pour beaucoup de parrainages, le nom du village de *Brăduleț* est sorti du chapeau tiré par une main innocente...

De 1989 à 2004, les échanges se sont déroulés au niveau des autorités politiques des deux communes. A Onex, quelques bénévoles, issus de la population, du milieu associatif et de la protection civile, ont donné de leur temps, principalement au début, lorsqu'il s'est agi d'amener en Roumanie à deux reprises



Hubert Rossel

L'hôpital de Brăduleț se trouve dans le village, au bord de la rivière, dans un environnement climatique très favorable

de grands convois remplis de toutes sortes de denrées, vêtements, etc.

En 2000, l'inauguration du dispensaire et du logement pour le médecin a marqué une étape importante dans notre relation. Un couple de médecins a pu s'établir au village. La Mairie de *Brăduleț* a mis le terrain à disposition et la Ville d'Onex a financé la construction. Les finitions et l'équipement intérieur ont été réalisés par l'Etat roumain. Des participations financières à l'achat d'un bus scolaire et d'un tracteur ont permis d'améliorer certaines activités. Les autorités d'Onex se sont déplacées à plusieurs reprises en Roumanie. De même, le groupe folklorique et les autorités de Brăduleț ont été reçus à Onex.

Création de l'association Onex-Brăduleț

En 2004, le Conseil administratif a souhaité qu'une association prenne le relais pour les échanges avec Brăduleț. Quelques bénévoles de la première heure se sont portés volontaires, ainsi que quelques habitants, et l'association a été créée. Sous son impulsion, le premier camp de vacances à la mer Noire a vu le jour en 2005, financé par la Ville d'Onex. Entre 15 et 20 enfants, accompagnés par des professeurs, se rendent en autocar pour une semaine à Eforie. Un tournoi a lieu entre les élèves, afin que chacun puisse en bénéficier au moins une fois. Cette action perdure et les enfants partiront en août cette année.

A fin 2016, l'association a été dissoute en raison du vieillissement de l'équipe et du manque de renouveau. La soussignée maintient les contacts en qualité de coordinatrice. La Ville d'Onex devient membre d'OVR au lieu de l'association.

2009 – Vingt ans d'échanges

Pour cet anniversaire, le maire de *Brăduleț* à cette époque, Monsieur Simion, a fait sculpter par Tica, un sculpteur, musicien, danseur folklorique du village, deux portails typiques. La Ville d'Onex en a assuré le transport. L'inauguration a eu lieu au parc Brot, en septembre 2009.

Denise MOISSOGLU
Coordinatrice

Projet « Pompiers »

Les différentes actions de la Commission se sont faites en trois temps au cours de ce printemps. La première s'est déroulée en Valachie, ou plus exactement en Munténie, au mois de mai, par l'ouverture d'un nouveau centre régional, à Brăduleț (*județ* d'Argeș), dans la commune partenaire d'Onex (GE). La seconde action s'est concrétisée en Transylvanie, au mois de juin, où, – comme signalé dans l'éditorial – une nouvelle forme de collaboration a été inaugurée entre le Comité de pilotage du projet « Pompiers » de la coordination OVR-Suisse et la ville de Băile Tușnad / Tusnádfürdő (HR). C'est le premier « partenariat de collaboration » avec une localité roumaine non membre d'OVR-Roumanie et n'ayant jamais eu de contacts antérieurs avec OVR-Suisse. Ces deux premiers temps sont présentés dans ce numéro. Un autre « partenariat de collaboration » de même nature – le troisième temps – a été inauguré à Orhei, en République moldave, à la fin de ce même mois de juin. Cette expérience sera relatée dans le prochain *Réseau*, remise dans le contexte historique et géographique de la République de Moldova.

Cette nouvelle approche, basée sur un nouveau concept, a nécessité une adaptation de la carte qui présente l'ensemble des activités coordonnées par OVR-Suisse. Les noms de localités qui figurent en noir et dont la localisation apparaît en rouge représentent les partenariats classiques entre une commune suisse et son partenaire roumain ; le point rouge est la marque de l'implantation d'un « centre régional » SVSU (Service Volontaire pour les Situations d'Urgence) soutenu par OVR-CH. Les noms de localités qui apparaissent en bleu, et les points de même couleur qui les accompagnent, représentent les « détachements » dépendant d'un centre SVSU voisin. Les noms de localité (et les localisations) qui figurent en vert se rapportent à ces différents « partenariats de collaboration » qui se développent dans le cadre du projet. Ils s'inscrivent dans la même logique que celle des contacts ponctuels déjà pris précédemment, pour l'apport de matériel d'équipement, à Boldești (2013), Onești (2013 & 2014), Constanța (2014) et Nimiega (2015).

La Rédaction



1.- En mai en Valachie

Brăduleț (AG) – Inauguration du 12^e centre SVSU

C'est dans les Carpates méridionales, dans le județ d'Argeș que se trouve le village de *Brăduleț*, partenaire de la ville d'Onex (canton de Genève).

Bordé par la rivière Vălsan, souvent torrent au printemps ou sous les orages, la commune se situe à environ 30 km de Curtea de Argeș, au sud-ouest de Brașov. La commune regroupe plusieurs villages et hameaux: Aluniș, Brădetu, Brăduleț, Cosaci, Galeșu, Piatra, Slămenești, Uleni et Ungureni. Brăduleț en est le centre administratif (*).

Pour y arriver, il faut franchir la chaîne des Carpates. Différents itinéraires sont possibles (par Sibiu ou Brașov), mais tous demandent de prendre le temps, car les routes sont sinueuses et, soit en mauvais état, soit en réparation ! Tout cela est heureusement bien compensé par la splendeur du paysage.

Le 19 mai, les chauffeurs et leurs accompagnants sont arrivés. Parti de Martigny, le convoi a parcouru 1953 km. Toute l'équipe se retrouve à la Pension Cipriani à Brădetu, au bord de la Vălsan, au pied de la montagne, à quelques kilomètres du centre de la commune de Brăduleț.

Samedi 20 mai – La cérémonie officielle

Devant la mairie de Brăduleț, tout le monde s'active pour les derniers préparatifs et ajustements de sono. Les véhicules attendent dans la cour, les pompiers sont en uniforme, le maire Alecu Evlampie salue les invités. Le groupe musical se met en place. La presse est présente et les journalistes de la télévision règlent leurs micros et caméras.



Hubert Rossel

Les derniers préparatifs vont bon train juste avant le début de la cérémonie officielle

(* Cf. le site officiel de la Municipalité: <https://www.ghidulprimariilor.ro/list/city/HallDetails/PRIM%C4%82RIA+BR%C4%82DULE%C5%A2/9245>

L'ambassadeur de Suisse à Bucarest, Monsieur Urs Herren, s'est déplacé pour la cérémonie d'inauguration de ce nouveau centre de pompiers volontaires. L'ISU, partenaire principal de notre projet, est représenté par le Lt-Colonel Cristian Pungă (ISU d'Argeș).

Le Comité de pilotage avec Francisc Giurgiu et Pascal Praz, Denise Moissoglou pour la commune d'Onex, Christiane Beguin, Hubert & Vera Rossel pour le Comité OVR-CH, Pierre Daniel Beguin de St-Légier font partie de la délégation suisse. Les pompiers volontaires suisses ont pris sur leur temps de loisirs pour amener les véhicules : Dany Bastard, Marie-Ange et Pierre-Alain Carron, Jérémie Dorsaz, Jérôme Glassey, Laurent Mottier et Jean-Pierre Putton.



Hubert Rossel

MM. Alecu Evlampie, maire de Brăduleț, et Urs Herren, ambassadeur de Suisse, entourés de Francisc Giurgiu, Pascal Praz et Denise Moissoglou, représentant la commune d'Onex

Francisc Giurgiu, président d'OVR-RO, dans son rôle de modérateur et de traducteur, annonce le programme de la cérémonie officielle et souhaite la bienvenue à tous les invités.

Le maire, M. Alecu Evlampie rappelle les 25 ans de collaboration avec Onex et les projets réalisés. Il est heureux de la nouvelle page qui se tourne et le renforcement des liens avec la Suisse, au travers de ce projet d'un service de pompiers volontaires dans la commune de Brăduleț. C'est aussi un exemple de collaboration qui permet de travailler à la paix entre les peuples. Il remercie tous les participants et redit qu'ils seront toujours bienvenus dans sa commune.

Pascal Praz, président d'OVR-CH, est heureux d'être à Brăduleț avec ce nouveau projet de pompiers volontaires qui s'est préparé depuis de longs mois. Il salue particulièrement Monsieur Urs Herren, ambassadeur de Suisse à Bucarest, qui honore la cérémonie de sa présence. Le projet permet de renforcer les liens existants entre Onex et Brăduleț.



Hubert Rossel

Mme Denise Moissoglou transmet le message remis par le maire de la commune d'Onex...

Il remercie les chauffeurs suisses qui ont conduit les 3 véhicules à bon port, ainsi que Francisc Giurgiu et Christophe Praz, coordinateurs du projet.

Madame Denise Moissoglou, représentant les autorités de la ville d'Onex, salue l'assemblée et lit le message de Monsieur Mumenthaler, maire de la commune.

Le représentant de la préfecture d'Argeş évoque la bonne collaboration entre l'ISU et la commune, à qui il apporte tout son soutien pour la poursuite et le développement de ce service. Il invite les pompiers suisses à rencontrer ceux de son département.

Le maire de Gherla, Ioan Neselean, dont la commune a bénéficié du tout premier projet de pompiers volontaires, se présente au nom de la Mairie et de la collectivité de la ville. Il dit son plaisir d'être présent et encourage les responsables des pompiers de Brăduleţ à bien entretenir leurs véhicules, afin qu'ils soient toujours prêts pour une utilisation immédiate, tout en souhaitant de ne pas devoir les sortir trop souvent. Il invite son collègue-maire de Brăduleţ à venir visiter sa ville.

Le maire de la commune voisine, qui n'a hélas pas bénéficié d'un partenariat avec OVR, se réjouit et félicite Brăduleţ pour



Hubert Rossel

Mais qu'attend-on? Tout est prêt pour la remise symbolique des clés...



Hubert Rossel

... et M. Urs Herren, ambassadeur de Suisse, exprime sa joie de pouvoir participer à ce témoignage d'amitié entre les peuples

le projet et cette belle relation qui rassemble des citoyens de toute l'Europe.

Monsieur Urs Herren, ambassadeur de Suisse à Bucarest, est heureux de pouvoir être présent dans cette belle vallée et se réjouit beaucoup de la collaboration entre Brăduleţ et Onex. Il félicite OVR-CH pour les presque 3 dizaines d'années de travail avec la Roumanie. Il est très content de ces contacts directs entre la Suisse et la Roumanie. Ce dernier projet en est un résultat concret. Il espère que ces véhicules seront maintenus en bon état de marche, tout en souhaitant qu'ils ne doivent pas sortir trop souvent.

Le plus important reste cependant de continuer à maintenir de bonnes relations d'amitié entre les villages-partenaires, tant du côté suisse que du côté roumain. Enfin Monsieur Urs Herren tient à remercier les chauffeurs bénévoles qui ont acheminé les 3 véhicules.

Au son des cithares, instruments à cordes pincées, jouées par un groupe d'enfants, il est procédé à la remise officielle des clés par les pompiers suisses aux pompiers volontaires de Brăduleţ. Le maire de Gherla, Ioan Neselean, reçoit les clés du petit véhicule pour renforcer l'équipement de Gherla.



Hubert Rossel

Le groupe des jeunes musiciens de la commune agrémente le sérieux de la cérémonie de quelques sonorités bienvenues



Hubert Rosset

En route pour une présentation dans le village des deux nouveaux camions, derrière le véhicule des autorités du județ

Sirènes tonitruantes, les 2 camions vont faire le tour du village. Une manière d'informer la population de l'existence de ce matériel mis à leur disposition.

La cérémonie se termine par un magnifique buffet de spécialités locales, à boire et à manger, ce qui permet encore de nombreux échanges moins formels.

C'est ainsi qu'il a été possible d'en apprendre un peu plus sur le fonctionnement de la commune de Brăduleț et sur les projets en cours.

Le seuil des 2000 habitants

La loi oblige de disposer d'un véhicule de pompiers dès que la population atteint 2000 habitants. Il est prévu de mettre sur pied une collaboration dans l'arrondissement, de modifier l'organigramme de la Mairie et d'engager un chauffeur professionnel pour la maintenance des camions. Certains citoyens ont fait leur formation de pompiers dans l'armée. Il ne manque pas de compétences, auxquelles on pourra faire appel lors des interventions d'urgence. Un budget sera prévu pour pouvoir indemniser les volontaires donnant de leur temps lors de ces interventions. Il reste à rédiger un contrat de collaboration. Ceci



Hubert Rosset

Le lendemain, partie pratique pour maîtriser le nouveau matériel, notamment la moto-pompe prenant de l'eau dans la Vălsan

est prévu en attendant de former 2 groupes de pompiers volontaires, afin d'établir une rotation de garde. Le budget pour ce projet a été approuvé en février. Cependant, une rectification du budget est prévue en juillet, pour permettre la construction de l'indispensable garage. Il est envisagé de faire contribuer l'hôpital et les entreprises à la formation et au fonctionnement du service pompiers. Le dossier est à l'étude.

Un projet auquel le maire tient beaucoup est celui de la construction du réservoir de distribution d'eau en cas de sécheresse. Actuellement le réservoir a une capacité de 6000 litres pour 12 hydrants dans le réseau. L'organisation du réseau d'eau fonctionne avec une concession pour le captage et le filtrage. Une nouvelle station d'épuration existe dans le village. L'adduction, le recyclage et l'évacuation des eaux usées sont assurés par la commune. Il est à relever que la fromagerie a sa propre station d'épuration.

L'amélioration du réseau routier est prévu dans l'investissement de la commune par l'asphaltage de 6 km supplémentaires.

La commune doit compter plus de 2000 habitants pour pouvoir accéder à des Fonds européens. C'est le drame que vit actuellement Brăduleț qui voit sa population décroître d'année en année, au point d'avoir dû fermer une école, récemment construite, à cause de la baisse du nombre d'enfants en âge de scolarité.

Même problème pour le dispensaire qui n'attire pas la jeune génération qui préfère les villes.

Le défi pour la commune consistera à freiner cet exode rural, en essayant de créer des opportunités de travail dans la vallée afin de maintenir la population dans la région. La vallée possède plein d'atouts, dont ceux d'une nature superbe, une qualité de l'air précieuse et une infrastructure touristique déjà existante et qui ne demande qu'à se développer.

Vera ROSSEL



Hubert Rosset

Photo de famille des chauffeurs et des pompiers volontaires à la fin des exercices

2.- En juin en Transylvanie

Gherla (CJ) – Dimanche 11 juin 2017

Le Comité de pilotage du projet « Pompiers », en collaboration avec l'Association Nendaz-Gherla ont remis au maire de Gherla, Ioan Neselean, une voiture de première intervention pour le SVSU de la ville.

Ce véhicule avait été remis à Brăduleț au maire de Gherla et il a été présenté à la population dans le cadre de la fête des « Journées de la ville de Gherla ».

Le Comité de pilotage était représenté par Christophe Praz et Pascal Praz.



Hubert Rossel

La voiture de première intervention remise aux autorités de Gherla

Băile Tușnad / Tusnádfürdő (HR) – Du mercredi 14 au samedi 17 juin 2017

A la mi-juin, c'est une auto-échelle de 18 mètres, grand camion (3 essieux) de 21 tonnes, offert par la maison Feumotech à Recherswil (SO), qui a pris le chemin de la Roumanie. Au volant, Christophe Praz et André König.

C'est une nouvelle étape de notre projet pompiers qui commence. En effet, avec la fin du financement par la Confédération, mais aussi après avoir proposé à l'ensemble de nos associations de bénéficier de cette action, un nouveau concept

a été préparé. Le véhicule reste offert au partenaire roumain, les chauffeurs et formateurs sont toujours bénévoles, mais la commune qui souhaite bénéficier d'un véhicule devra prendre à sa charge les frais de route réels, tant pour la préparation du véhicule que pour son transport.

C'est la commune de Băile Tușnad/Tusnádfürdő

et ses immeubles touristiques qui, la première, a confirmé son intérêt pour une auto-échelle. A ce jour, seuls les pompiers de l'ISU de Miercurea Ciuc/Csíkyszereda avaient une auto-échelle. Ce choix a donc été évident, dans une région avec laquelle nous avons déjà beaucoup collaboré et où plusieurs centres de notre projet ont été inaugurés dans les partenariats de Meyrin, Puplinge et Marly.

Arrivés sur place le mercredi 14 juin, la formation sur ce véhicule a débuté le lendemain. Merci à André König qui a assuré cette formation.

Venus en avion par Bacău pour la cérémonie, Pascal Praz et Francisc Giurgiu ont profité de la route dans la vallée de la Ghimeș/Gyimes pour rendre une petite visite à la commune de Lunca de Jos/Gyimesközéplak (centre pom-



Pascal Praz

André König (de profil gauche et s'appuyant sur l'échelle) donne l'instruction



Pascal Praz

Une échelle de 18 mètres! La seconde du județ de Harghita...



Au pompier inconnu

Les pompiers volontaires du SVSU entourent Francisc Giurgiu, Ferencz Imets (T-shirt rouge), Pascal Praz et André König

Pestszentlőrinc-Pestszentimre, un des secteurs de la ville de Budapest, en présence des autorités des localités jumelées.

- La nouvelle mairie de Băile Tuşnad/Tusnádfürdő a été inaugurée par le maire de la ville Tibor Albert.

- Le camion pompiers a été remis au maire, Tibor Albert, et au chef du SVSU, Ferencz Imets, par le Comité de pilotage représenté par Francisc Giurgiu et Pascal Praz. L'ISU de

piers inauguré en 2015). A cette occasion, ils ont visité, en présence des autorités de la commune, la caserne des pompiers qui est en construction.

Le vendredi 16 juin, les autorités de Băile Tuşnad/Tusnádfürdő ont convié la population à trois événements...

- La commune a fêté les 20 ans de son jumelage avec Harghita, fidèle partenaire de notre projet, était représenté par le colonel Ovidiu Dudu, premier adjoint de l'Inspecteur chef.

Le bâtiment de la mairie et le camion pompiers ont été bénis par les 3 prêtres de la ville (catholique, réformé et orthodoxe).

La soirée s'est terminée par un repas offert par



Pascal Praz

Le maire de la ville et les représentants des trois religions chrétiennes pour les différentes bénédictions

le maire de Băile Tuşnad/Tusnádfürdő.

Le lendemain matin, nous étions conviés à participer au jury du concours « Master Chef » de Băile Tuşnad/Tusnádfürdő. Les commerçants de la ville et les localités jumelées avec elle étaient invités à proposer un plat régional et convivial. Le jury est passé de stand en stand pour goûter les différents plats... une belle promenade gustative pour clôturer notre séjour.

Le Comité de pilotage,

Pascal PRAZ

Christophe PRAZ

Francisc GIURGIU



André König

Lors de l'inauguration de la nouvelle mairie de Băile Tuşnad/Tusnádfürdő



Pascal Praz

Le concours « Master Chef » des différents plats régionaux

de Roumanie - Nouvelles de Roumanie - Nouvelles de Roumanie – Nouvelles

Le travail de mémoire est toujours difficile à faire, car il oblige aussi à reconsidérer la société présente. Les responsables politiques ont souvent de la peine à favoriser l'ouverture des archives de la période communiste; il faut une volonté historique et civique. Mais les survivants des crimes commis à cette époque – comme les orphelins de l'ère Ceaușescu – sont plus enclins à agir; une plainte vient d'être déposée en leur nom devant le parquet général. En février dernier, les tentatives de dépénalisation de la corruption par le gouvernement ont provoqué de nombreuses manifestations d'opposition de la part de la société civile, mais pas seulement elle; des fonctionnaires et agents publics ont lancé une Académie pour lutter contre ce fléau.

La Rédaction

Dans les archives de la Securitate roumaine

Les archives couvrant quarante-cinq ans de communisme jusqu'en 1989 ne sont encore que partiellement accessibles. La maison Ceaușescu se visite sans aucune évocation des crimes commis, signe de la difficulté qu'éprouve toute une société à poser un regard apaisé sur son passé.

«*Enfant, je frissonnais en marchant devant le siège de la Securitate.*» La Securitate, la police politique secrète de la Roumanie communiste, a pesé d'une ombre menaçante sur la jeunesse de Mihai Demetriade sans qu'il sache précisément pourquoi. «*Mes parents comme beaucoup avaient peur et cachaient la vérité par prudence, pour bien faire*», explique-t-il. Car ce n'est pas un hasard s'il est aujourd'hui, à 43 ans, historien au Conseil national d'étude des archives de la Securitate (CNSAS) à Bucarest.

Sur les 25 kilomètres de rayonnement d'archives conservées dans la banlieue de la capitale roumaine, l'historien a mis la main sur le secret de famille, sur le passé traumatique de son père, ses six années en prison et en camp de travail de 1958 à 1964 pour activité contre-révolutionnaire alors qu'il était jeune étudiant, et qui brisèrent à jamais sa vie. Condamné à travailler comme ouvrier non qualifié dans le bâtiment, sans pouvoir reprendre ses études, son père est resté sous surveillance policière jusqu'à son décès en 1987, malgré son procès en réhabilitation en 1974.

«*Comme pour toutes les personnes qui consultent les archives, j'ai été en état de choc devant les détails de la vie intime de mon père et les noms de tous les proches de la famille qui collaboraient avec la Securitate*», témoigne-t-il. La Securitate roumaine œuvrait à l'instar de la Stasi de l'ex-RDA, avec ses 15 000 agents épaulés par un vaste réseau d'indicateurs dans la population et par quelque 165 000 militaires impliqués dans la traque aux opposants parmi les vingt millions de Roumains.

Une partie des archives détruite à la chute de Nicolae Ceaușescu
Mihai Demetriade n'en oublie pas sa démarche d'historien et le fait que les murs de la CNSAS ne révèlent qu'une vérité partielle si ce n'est partielle. «*L'existence du Conseil témoigne de la volonté de savoir*», affirme l'historien Silviu Moldovan, également au CNSAS. «*Mais une partie des archives ont été détruites en 1989 au moment de la chute de Nicolae Ceaușescu, explique-t-il, certaines ont été incendiées, d'autres enterrées avec de la chaux, notamment les dossiers les plus récents, donc les plus sensibles, tels ceux concernant les personnalités du Front de salut national, le parti au pouvoir au moment de la transition.*»

Près de trente ans plus tard, les Roumains ignorent encore qui fut le commanditaire de ces destructions et ce qu'il advint des archives pendant les années où elles restèrent aux mains des services secrets avant d'être transférées au CNSAS au cours des années 2000.

Pour l'historien Matei Cazacu, il est clair qu'elles ont été soigneusement «*peignées*». «*Les dossiers des informateurs du parti communiste ou des hommes clés de la Securitate ont été détruits ou écartés, la Securitate a volontairement jeté la lumière sur les seconds couteaux*», estime-t-il. Des dossiers, ajoute-t-il, à manipuler avec précaution : «*Certains se basent sur de fausses délations, les agents eux-mêmes faisaient parfois de fausses déclarations pour abîmer l'image d'une personne.*»

«*La Securitate vivait sous la pression du parti, elle devait prouver son caractère indispensable et pour ce faire, écrivait en permanence*», corrobore Radu Preda, directeur de l'Institut d'investigation sur les crimes du communisme et la mémoire de l'exil roumain (IICMER). Matei Cazacu, considéré comme un élément «*haineux*» par le régime, y compris après son exil en 1973, n'a pu retrouver que 400 pages couvrant les années 1966 et 1967 parmi les volumineuses archives le concernant. «*À mon frère qui était souvent inquiet à mon propos, des agents de la Securitate avaient montré une photo tirée du feuillet n° 803, soit la page 1605*», explique-t-il.

« Pas de volonté historique et civique d'ouvrir les archives »

Or ce dossier, s'il existe encore, relève du peu coopérant service d'information externe (SIE) de la Roumanie, à l'époque chargé des espions, des exilés et des agents d'influence. L'armée et le ministère de la justice eux-mêmes font de la résistance. «*Nous ne pouvons pas fouiller leurs dossiers librement*, déplore Radu Preda. *Même si l'arsenal législatif le permet, il n'y a pas la volonté historique et civique d'ouvrir les archives*», se désole-t-il.

Sans compter le travail de sape encore à l'œuvre. «*Nous devons faire face à toute une littérature qui réécrit l'histoire afin de réhabiliter la Securitate en simple service de renseignements*», ajoute Silviu Moldovan. «*Et, poursuit l'historien, des centaines de procès sont intentés par d'anciens agents de la Securitate, qui contestent les documents attestant d'actes qu'ils ont fait subir aux victimes quand celles-ci portent plainte; heureusement nous gagnons quasiment tous ces procès.*»

L'ouverture politique dans le courant des années 2000 n'aura pas suffi. Quelques jours avant l'adhésion à l'Union européenne, les parlementaires roumains adoptèrent en décembre 2006 la déclaration de «*condamnation des crimes du communisme, de regret et de compassion à l'égard des victimes de ces crimes*». Mais dix ans plus tard, le musée de la dictature communiste, alors décidé, n'a pas vu le jour. Les panneaux d'une modeste exposition de préfiguration sont discrètement installés dans les murs de la bibliothèque nationale. «*Cela n'a pas été facile*», concède Radu Preda. Si l'exposition s'arrête aux premiers mois qui ont suivi l'exécution du couple Ceaușescu le 25 décembre 1989, elle montre que la répression contre les manifestants fut plus sanglante après la chute du dictateur qu'avant, illustrant un pays à la transition durablement préemptée par

les anciens responsables communistes jusqu'aux actuels dirigeants du parti « social-démocrate » au pouvoir.

Comprendre le passé pour construire la démocratie

« La continuité de l'élite communiste a constitué un obstacle majeur. Cette bataille contre le temps est très frustrante », s'inquiète Radu Preda. Seuls deux responsables ont récemment été condamnés pour crimes contre l'humanité (voir repères). « Il ne s'agit ni de revanche, ni de chasse aux sorcières, plaide-t-il. Mais la Roumanie ne pourra pas construire un Etat de droit sur une montagne d'injustice. Construire la démocratie suppose de savoir ce qui s'est passé pendant les décennies d'absence de démocratie. »

La visite dans l'ancienne demeure du couple Ceaușescu, ouverte au public depuis le printemps 2016, donne une idée du degré d'amnésie de la société roumaine. La jeune guide parcourt l'immense « palais du printemps ». Pièce après pièce, elle détaille la débauche de luxe, les tapis iraniens, les mosaïques italiennes, les marbres roumains, le mobilier ici Louis XVI, là Louis XIV, baroque ou rococo mais, s'exclame-t-elle, « toujours fabriqué en Roumanie ! ».

Elle s'émeut devant le petit salon où Nicolae s'adonnait aux échecs et devant les sofas alors réservés aux deux labradors. Elle s'extasie devant l'incroyable dressing d'Elena et tous les équipements de soins du corps, hydrothérapie, électrothérapie, etc., aux abords de la piscine intérieure. Mais du règne dictatorial du couple pendant vingt-cinq ans, elle ne souffle mot.

« Le communisme reste une nostalgie, une parenthèse méconnue, analyse l'historien Ioan Stanomir. À l'époque, personne n'avait l'audace de penser la fin du communisme, la seule façon de survivre c'était l'adaptation, et la relative tranquillité économique d'alors devait faire en sorte que tous adhèrent au système. » Mais l'identification au communisme – trois millions de membres du PC et leurs familles constituaient la majorité de la population – n'explique pas tout.

« L'histoire est mal connue aussi parce qu'elle est mal aimée », fait valoir Matei Cazacu. « Les Roumains détestent leur histoire faite d'occupation, de dépendance et de défaites militaires. La période communiste n'a fait que noircir encore un peu plus le passé. »

Les premières condamnations

Décembre 1989. Chute du régime communiste (1945-1989).

Décembre 2005. Création de l'Institut d'investigation sur les crimes du communisme et la mémoire de l'exil roumain (IICCMER).

2007. L'IICCMER dépose 210 plaintes contre des responsables de la répression. Les plaintes sont rejetées. Il faudra attendre que la justice soit réformée pour permettre les poursuites pour des crimes non prescriptibles.

Février 2016. Alexandru Vișinescu, l'ancien commandant de la prison de Râmnicu Sărat, est condamné à vingt ans de prison pour crimes contre l'humanité. Il est le premier condamné pour les crimes commis pendant les quarante-cinq années de communisme.

Mars 2017. Ioan Ficior, 89 ans, l'ancien chef du camp de travail de Periprava est lui aussi condamné à vingt ans de prison pour crimes contre l'humanité.

Une procédure à l'encontre de Marian Petrescu, 85 ans, ancien commandant de plusieurs prisons et camps de travail, a été ouverte début mars.

Les victimes

Selon le mémorial installé dans l'ancienne prison de Sighet, 600 000 Roumains ont été condamnés et emprisonnés pour des motifs politi-

ques pendant la dictature communiste. (Marie VERDIER, *La Croix*, Paris, 10 mai 2017)

*** **

Les orphelins de l'ère Ceaușescu demandent réparation

Les images des enfants nus et malades qui avaient été retrouvés en 1989, lors de la chute de Nicolae Ceaușescu, hantent encore les esprits. Des centaines d'autres sont morts dans des instituts. Le centre d'investigation des crimes du communisme a déposé une plainte en juin 2017 devant le Parquet général pour faire condamner les responsables de ces décès.

À travers son jean, Izidor détache l'orthèse qui soutient sa jambe droite, de deux centimètres plus longue que la gauche. Un geste devenu mécanique avant de s'asseoir. Sa vilaine poliomyélite l'a conduit à passer ses neuf premières années dans un centre hospitalier pour mineurs handicapés dans le nord de la Roumanie, mais elle ne le traumatise plus. Au contraire, elle lui donne la force de témoigner pour ceux qui n'ont pas survécu à cet enfer.

« Handicapés physiques ou mentaux, légers ou graves, tous dans le même sac. Nous étions comme des insectes qu'il ne fallait surtout pas toucher, par peur d'être contaminés », lâche d'emblée le petit homme brun, né en 1980, à l'aube de la décennie la plus rude du règne de Ceaușescu.

La politique nataliste imposée depuis 1966 allait bon train, le dictateur avait besoin de main-d'œuvre pour rembourser la dette extérieure du pays. Tous les éléments « inutiles » étaient reclus dans 26 instituts à travers la Roumanie.

Des sédatifs pour avoir la paix

Le destin d'Izidor Ruckel a basculé six semaines après sa naissance. « À cause d'un gros rhume, mes parents m'ont emmené à l'hôpital. Un docteur m'a fait une injection, avec une seringue qui avait probablement déjà servi. Au bout de quelques jours, tous mes muscles avaient ramolli », raconte-t-il.

Ses parents l'envoient à l'hôpital de Sighetu Marmatei, près de la frontière ukrainienne, où il est censé recevoir des soins. Rien de cela. À 3 ans, son sort est scellé, médecins et psychologues le transfèrent chez les « irrécupérables ». Là-bas, ni activités scolaires ni sorties. Parfois, une surveillante entonne des chants populaires, mais souvent, les enfants attendent que le temps passe, sur un tapis.

« Ils nous donnaient des sédatifs pour avoir la paix. Moi, ça me faisait vomir », grimace Izidor, persuadé que certains enfants sont morts à cause des fortes doses reçues.

Morts de froid, de malnutrition...

« L'un d'entre nous, Marian, s'est laissé mourir de faim. Il avait dû comprendre qu'on lui avait volé sa liberté. Sur sa fiche de décès, il est écrit "arrêt cardiaque" », se souvient Izidor. Le système a dérivé dans la plus grande indifférence. « Une nuit, un garçon qui s'était endormi sans manger s'est réveillé. Il a essayé de ramper sans faire de bruits pour trouver à manger mais s'est cogné. Sortie de son sommeil en colère, la surveillante l'a frappé. Le lendemain, son corps était couvert de bleus, Duma est mort dans la matinée. Cette fois, les médecins ont invoqué un "arrêt respiratoire". »

À Sighetu Marmatei, 239 mineurs sont décédés de 1973 à 1991. Ce chiffre, resté jusqu'à peu sous silence, a alarmé le centre d'investigation des crimes du communisme. Des chercheurs ont ainsi épluché les fiches de décès et les registres du personnel de trois centres hospitaliers pour « irrécupérables ». « La majorité des 771 enfants

morts dans les trois sites n'ont pas succombé des suites de leur handicap mais à cause de leurs conditions de vie : froid, malnutrition, manque de vêtements ou d'assistance médicale », détaille Florin Soare, historien.

Tous coupables d'inaction

En juin 2017, le centre a déposé une plainte pour traitements inhumains devant le Parquet général. Une centaine de personnes sont accusées. « Tous sont responsables, les infirmières comme les médecins qui dirigeaient les instituts, les fonctionnaires qui les évaluaient et qui ont cautionné, les préfets qui ont pensé ce système. Tous ont choisi l'inaction alors qu'ils avaient l'obligation légale d'agir. Sachant que de nombreux médecins, par exemple, sont toujours en exercice, il est important de créer une jurisprudence », complète le juriste Cătălin Constantinescu.

L'enjeu de cette plainte ? Établir la mémoire de ces victimes qui n'ont pu se défendre. En attendant le procès, le centre va continuer ses enquêtes. « Si près de 800 enfants sont morts dans trois centres, au total, nous pourrions atteindre 10 000 décès », craint Radu Preda, le directeur du centre d'investigation, pour qui le temps d'exorciser l'Histoire est venu. (Aline FONTAINE, *La Croix*, Paris, 6 juillet 2017)

*** *** ***

Des fonctionnaires en guerre contre la corruption

En février 2017, le gouvernement roumain tentait de légiférer pour dépenaliser certains faits de corruption, provoquant la colère de dizaines de milliers de Roumains qui ont manifesté plusieurs semaines contre les abus de pouvoir dans l'administration. Preuve que l'élan ne retombe pas, des fonctionnaires et agents publics ont lancé fin mai à Timișoara une « Académie anti-corruption » pour endiguer ce fléau à leur échelle.

« Le marché de la corruption ressemble à un trafic de drogue, sauf qu'ici le dealer n'échange pas des grammes de cocaïne contre de l'argent, mais un abus de pouvoir. » Codru Vrabie, grand brun au regard intransigent, ne mâche pas ses mots pour mobiliser la douzaine de fonctionnaires, conseillers municipaux et membres d'associations qui lui font face dans le sous-sol d'un hôtel de Timișoara.

Avec d'autres experts du sujet, sa mission est de taille : en quatre jours, former la première « Académie anti-corruption » d'un pays, où, d'après ce militant de la bonne gouvernance, la petite corruption présente dans toutes les administrations publiques se chiffre à 1,5 milliard d'euros par an.

« En Roumanie, malheureusement, le pouvoir discrétionnaire est encore très fort, ce qui laisse de la place à l'apparition de la corruption. Ainsi, les citoyens donnent des pots-de-vin, qui valent en moyenne un mois de salaire, pour obtenir un service plus rapidement ou meilleur, alors qu'ils le paient déjà dans leurs impôts », regrette cet ancien représentant de la société civile auprès du Conseil national de l'intégrité.

La mise en commun, un outil efficace

Les membres de cette nouvelle académie en sont convaincus : un changement dans les pratiques doit germer. Et ici, ils sont venus chercher les outils pour rendre cela possible. Première leçon : éviter les cas de monopole décisionnaire afin, par exemple, de lutter contre un maire qui se croit tout-puissant.

Des mots familiers pour Daniela, conseillère municipale dans l'opposition d'un village de 3 300 habitants. « Le maire force les employés à signer des documents litigieux sous peine de les licencier. Il en profite car nous n'avons le budget que pour huit salariés. Mais je viens d'apprendre que nous pourrions nous associer à d'autres communes pour nous répartir les tâches administratives et mieux les contrôler. Cela réduirait les occasions de chantage », espère-t-elle.

Encourager chacun à agir est l'un des buts de cette académie. « Le communisme et sa triste culture du "qui suis-je pour contredire mon chef" ont laissé des séquelles, et beaucoup ont encore peur de s'impliquer, alors même qu'ils ne font rien de mal à titre personnel », ajoute Codru Vrabie.

La diffusion des bonnes pratiques, un objectif

Ainsi Diana, commissaire au sein de l'Autorité nationale pour la protection des consommateurs, a nourri l'idée d'entreprendre la rédaction d'un code d'éthique : « Nous avons des principes à suivre pour les contrôles que nous effectuons auprès de restaurateurs, par exemple, mais pas de règles de bonne conduite, ni envers nos clients, ni entre nous », précise cette participante à l'académie, qui ne manque pas d'exemples de conflits d'intérêts.

Outre la mission qu'ils se donnent d'éduquer leurs supérieurs, les académiciens repartent avec la volonté de transmettre des valeurs à leurs concitoyens. « Intégrité, éthique, transparence, ce sont des mots qu'on n'enseigne pas à l'école. Les cours d'éducation civique y sont optionnels. C'est pour cela que nous continuons tous à penser que tout nous est dû », affirme Andrei, en pensant déjà aux débats qu'il proposera aux jeunes de sa commune.

Les initiateurs de cet élan attendent surtout de voir un réseau surgir. « D'ici six mois ou un an, nous dresserons un bilan des changements qu'ils auront déjà réussi à insuffler, seuls et ensemble, avec l'espoir que cette expérience aura un effet boule de neige », avance Cristina Pintilie, juriste de 29 ans et membre de l'association Liderjust. Car si l'équipe a choisi Timișoara comme point de départ de son initiative du fait de l'ouverture vers l'Europe de l'ouest que manifeste cette ville, beaucoup d'autres lieux, sur la carte de la corruption du pays, restent couverts de rouge.

La lutte contre la corruption

► *Un projet de loi de grâce toujours en discussion.* Le parlement roumain examine actuellement un projet de loi controversé visant à désengorger les prisons.

Le 31 janvier, le gouvernement social-démocrate (ex-communiste) avait avancé l'argument de la surpopulation carcérale pour adopter un décret d'urgence assouplissant la législation anti-corruption. Les Roumains avaient protesté par centaines de milliers dans les rues, et contraint le gouvernement à renoncer à son projet.

► *Le rôle de la DNA.* La Direction nationale anti-corruption (DNA) créée sous la houlette de l'Union européenne avant l'adhésion de la Roumanie à l'UE a permis de condamner 4 000 personnes de 2010 à 2016 pour des faits de corruption.

En 2016, 1 271 personnes ont été traduites devant la justice dont une trentaine de personnalités, ministres, sénateurs, députés, magistrats, chefs d'entreprise publiques. (Aline FONTAINE, *La Croix*, Paris, 30 mai 2017)

Le prochain numéro du Réseau paraîtra en décembre 2017. Nous vous invitons à remettre vos manuscrits pour le 15 novembre au plus tard. Merci !